

LES PÉTRODOLLARS

par NORMAND PÉPIN



Le taux de change, les exportations et l'emploi manufacturier

- ▶ **1998** : 67,4 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **1999** : 67,3 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2000** : 67,3 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2001** : 64,6 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2002** : 63,7 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2003** : 71,4 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2004** : 76,8 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2005** : 82,5 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2006** : 88,2 ¢ US pour un dollar canadien
- ▶ **2007** : 88,1 ¢ US pour un dollar canadien

(moyenne des six 1^{ers} mois)

La remontée du dollar canadien se confirme, à cause surtout de la flambée des prix des produits de l'énergie, pétrole et gaz en tête. Le dollar canadien avait été assez stable de 1998 à 2002, mais depuis 2003, la tendance à la hausse se confirme. Le léger recul des six premiers mois de 2007 masque en réalité une appréciation constante de janvier à juin. Le dollar canadien est alors passé de 85,0 ¢ US à 93,9 ¢ US, une hausse de plus de 10 % en à peine six mois. De 2002 à juin 2007, le dollar canadien s'est apprécié de près de 50 %, ce qui a un impact dévastateur sur l'emploi dans le secteur manufacturier, le plus exposé à la concurrence internationale.

Dans le dernier Fureteur CSD, on avait vu que le nombre d'emplois manufacturiers avait reculé de 14 500 en 2005 par rapport à l'année précédente et qu'il en restait 615 700 au Québec. En 2006, ça a été encore pire puisque le Québec a perdu 34 400 emplois manufacturiers. Il n'en reste donc plus que 581 200 en 2006. L'emploi manufacturier, qui représentait 19,0 % de l'emploi total en 1999, s'érode d'année en année et n'en représente plus que 15,4 % en 2006.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB)

	2003	2004	2005	2006	2007 (prévision)
Québec	+1,3 %	+2,7 %	+2,2 %	+1,6 %	+2,5 %
Ontario	+1,3 %	+3,2 %	+2,8 %	+1,9 %	+2,0 %
Canada	+1,8 %	+3,3 %	+2,9 %	+2,7 %	+2,8 %

La croissance économique au Québec continue de traîner de l'arrière par rapport à celle du Canada qui profite de la croissance albertaine basée sur l'exportation des produits pétroliers et gaziers. L'économie du centre du pays – Québec et Ontario – croît quant à elle moins rapidement, particulièrement en 2006 et en 2007, selon les prévisions du Conference Board du Canada, parce que leur secteur manufacturier est plus important que dans les autres provinces et que c'est lui qui souffre le plus de la hausse du dollar canadien.

Le taux d'activité

	2004	2005	2006	Six 1 ^{ers} mois de 2007
Québec	65,8	65,6	65,5	65,6
Ontario	68,4	68,0	67,7	68,0
Canada	67,5	67,2	67,2	67,6

Si le taux d'activité a légèrement fléchi au Québec en 2006, il a moins fléchi qu'en Ontario. L'écart entre le Québec et l'Ontario tend donc à se refermer lentement. Pour les six premiers mois de 2007, l'écart tend à se rouvrir un peu passant de 2,2 à 2,4 %. Les données des six prochains mois seront à suivre de près.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB)

	2004	2005	2006	Six 1 ^{ers} mois de 2007
Le Canada	7,2	6,8	6,3	6,1
Le Québec	8,5	8,3	8,0	7,4
Montréal-métropolitain	8,6	8,7	8,4	7,1
Québec-métropolitain	5,7	5,6	5,2	5,1
Saguenay	10,9	9,9	8,8	9,7
Sherbrooke	6,8	7,3	7,9	6,7
Trois-Rivières	10,7	9,3	8,1	8,1

L'écart du taux de chômage entre le Québec et le Canada est peut-être en voie de se refermer. Alors qu'il croisait entre 2004 et 2006, voilà qu'il est réduit à 1,3 % pour les six premiers mois de 2007. Si on ne considère que le taux de chômage de juin 2007, l'écart n'est plus que de 0,8 %, le taux de chômage se situant à 6,1 % au Canada et à 6,9 % au Québec. La région métropolitaine de Montréal montre des signes encourageants alors que son taux de chômage se situe sous la moyenne québécoise pour la première fois depuis quelques années. Saguenay quant à elle semble durement touchée par les pertes d'emplois dans le secteur forestier.

Le taux d'inflation

	2004	2005	2006	Six 1 ^{ers} mois de 2007
Canada	1,9	2,2	2,0	2,0
Québec	1,9	2,3	1,7	1,4
Montréal-métropolitain	1,9	2,2	1,8	1,5
Québec-métropolitain	1,9	2,2	1,7	1,1

Le taux d'inflation continue d'être plus élevé au Canada qu'au Québec à cause des pressions inflationnistes vécues en Alberta dues à la montée des prix du pétrole. La Banque du Canada pourrait être tentée d'intervenir pour contrôler une inflation somme toute localisée et ainsi nuire aux autres régions du pays peu touchées par l'inflation. À surveiller!

La moyenne des augmentations de salaire négociées au Québec

	Moyenne des augmentations de salaire NÉGOCIÉES	Moyenne des augmentations de salaires RÉELLES
Ensemble des salariés	2,4 %	+0,7 %
• cols bleus	2,7 %	+1,0 %
• cols blancs	2,1 %	+0,4 %
Secteur public	2,1 %	+0,4 %
• municipal	2,4 %	+0,7 %
• provincial	2,1 %	+0,4 %
• fédéral	2,6 %	+0,9 %
Secteur privé	2,7 %	+1,0 %
• produisant des biens	2,2 %	+0,5 %
• produisant des services	2,4 %	+0,7 %
• construction	3,7 %	+2,0 %
• unités de 500 salariés et plus	3,1 %	+1,4 %
• unités de 200 à 499 salariés	2,3 %	+0,6 %
• unités de moins de 200 salariés	2,3 %	+0,6 %

TAUX D'INFLATION : 1,7 % EN 2006

Une fois n'est pas coutume, toutes les catégories de salariés ont réussi à améliorer leur pouvoir d'achat en 2006. Ceux qui s'en tirent le mieux sont les salariés de la construction et ceux des grandes entreprises privées. Les salariés du secteur public sont un peu à la traîne en 2006, en particulier ceux de la fonction publique provinciale.

Le taux horaire minimum

	Taux général	Taux pour les salariés à pourboire
1^{er} mai 2007	8,00 \$	7,25 \$

Il s'agit d'une hausse de 0,25 \$ du salaire minimum, alors que le gouvernement libéral nous avait habitués à des augmentations de 0,15 \$ seulement. En ce qui concerne le taux spécifique du salaire minimum applicable dans certains secteurs de l'industrie du vêtement, il reste à 8,25 \$.

Une augmentation de la rémunération des cueilleurs de fruits rémunérés selon la quantité et le type de production est aussi proposée.

Le ministère du Travail estime qu'au 1^{er} mai 2007, plus de 137 000 travailleurs gagnent le salaire minimum, soit 4,2 % des salariés du Québec. Comme d'habitude, ils se retrouvent majoritairement dans les secteurs du commerce de détail, de l'hébergement et de la restauration. ●